

Perspectives économiques à l'horizon 2012



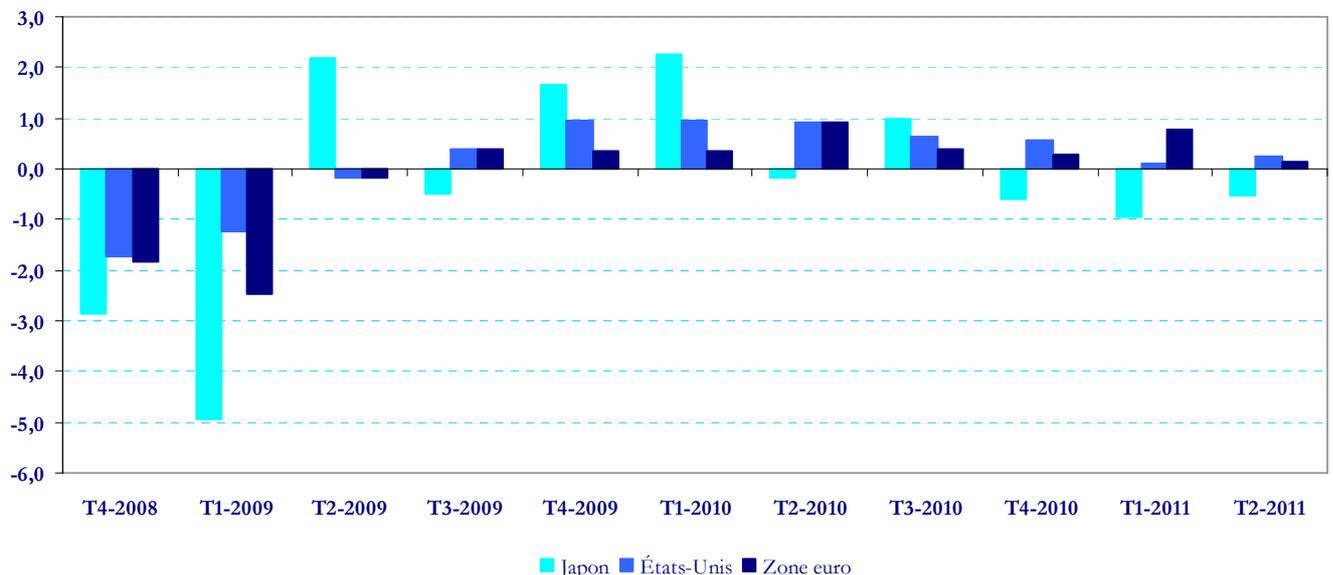
4 octobre 2011

I. Un second trimestre atone, prélude à une fin d'année peu dynamique

Incertitudes autour de la situation économique aux Etats-Unis

Le 5 août 2011, l'agence de notation financière Standard & Poor's abaissait la note attribuée à la dette publique à long terme des Etats-Unis, ce qui n'était jamais arrivé auparavant. De « AAA », la note maximale garantissant aux investisseurs le remboursement intégral, elle était dégradée au niveau immédiatement inférieur (« AA+ »), avec perspectives négatives, ce qui suggère que l'agence est susceptible de la dégrader de nouveau. Si le risque de défaut de la dette américaine est quasi-nul, le surendettement américain inquiète les investisseurs. Pour l'heure, les taux d'intérêt restent faibles et la banque centrale américaine a annoncé qu'elle laisserait ses taux directeurs inchangés jusqu'en 2013. Mais, si la dette américaine ne se réduit pas, les créanciers pourraient à terme exiger des primes de risque sur les bons ou obligations du Trésor qui pourraient asphyxier encore plus l'économie du pays. Par ailleurs, l'inquiétude des investisseurs s'est traduite par une extrême volatilité des cours sur les marchés financiers, propre à accroître encore l'incertitude.

Graphique 1 - Évolution trimestrielle du PIB (zone euro, Japon, États-Unis)



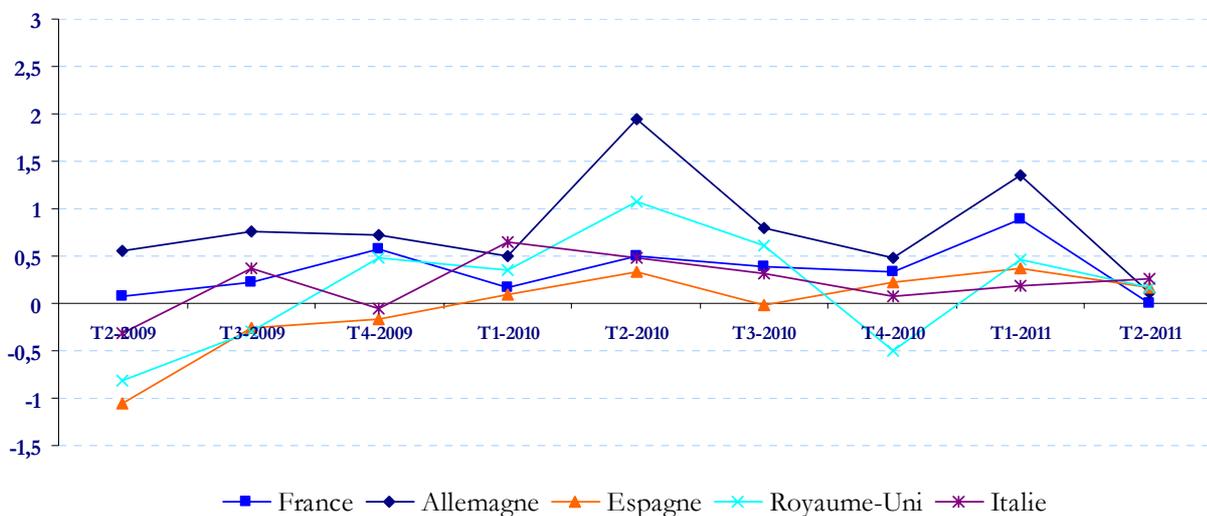
Source : OCDE

Cette dégradation témoigne aussi des difficultés dans lesquelles est engagée l'économie américaine, dont l'activité n'a progressé que de 0,3% au deuxième trimestre 2011 (après +0,1% au trimestre précédent). Dans les prochains trimestres, elle ne devrait pas stimuler la croissance mondiale, risquant même de la freiner.

Les niveaux de dette publique, creusée par la crise, sont aussi très préoccupants au Japon et en Europe. Le Japon pâtit en outre des conséquences du séisme meurtrier du début de l'année. Le pays enregistre pour le troisième trimestre consécutif une baisse de son PIB (-0,3% après -0,9%).

L'Europe doit faire face au risque de défaut souverain de la Grèce. Les montants des dettes du Portugal, de l'Irlande, de l'Espagne mais aussi de l'Italie sont aussi inquiétants. La dette du Portugal a été dégradée de 4 rangs le 4 juillet par l'agence Moody's et l'agence Standard & Poor's a abaissé la note de la dette italienne le 19 septembre dernier. La Banque Centrale Européenne achète des titres des dettes des pays européens pour prévenir une hausse des taux d'intérêt, en contrepartie d'engagements des États de mesures de restrictions budgétaires. Mais celles-ci tendent à freiner la croissance. Au deuxième trimestre 2011, le PIB dans la zone euro est proche de la stagnation (+0,2%), après le fort rebond du trimestre précédent (+0,8%). La locomotive allemande est à la peine (+0,1% après +1,3%) et les autres économies européennes sont à l'unisson (+0,2% au Royaume-Uni, +0,3% en Italie, +0,2% en Espagne). La croissance française est nulle (+0,0%), après +0,9% au trimestre précédent.

Graphique 2 - Évolution trimestrielle du PIB en Europe



Source : OCDE

Même si le FMI a suggéré aux gouvernements de ne pas laisser « le coup de frein budgétaire bloquer la reprise mondiale », les politiques budgétaires restrictives qui seront votées pour réduire les déficits devraient limiter la croissance dans les pays occidentaux dans les trimestres à venir.

En France, stagnation de la croissance au deuxième trimestre

Après avoir connu, au trimestre dernier, la plus forte croissance de son PIB depuis 2006 (+0,9%), l'économie française enregistre une croissance nulle au deuxième trimestre 2011.

Tableau 1 - Contributions à la croissance du PIB

	2009		2010				2011		2010	2011 (acquis)
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2		
PIB	0,3	0,6	0,3	0,5	0,4	0,3	0,9	0,0	1,4	1,4
Contributions à la croissance										
Demande intérieure hors stocks	0,1	0,5	-0,1	0,3	0,5	0,4	0,5	-0,2	0,8	1,0
Variations de stocks	-0,3	0,6	-0,3	0,3	0,4	-0,2	0,8	0,0	0,5	0,9
Commerce extérieur	0,5	-0,5	0,6	-0,1	-0,6	0,2	-0,5	0,3	0,1	-0,4

Source : Insee

La croissance est fortement ralentie par la contraction de la demande intérieure (-0,2 point de croissance, après +0,5).

Les dépenses d'investissement décélèrent (+0,6%), après une forte accélération au trimestre précédent (+1,2%), causée par un regain des dépenses en travaux publics. L'investissement des administrations publiques ralentit (+0,6 % après +1,5 %), de même que celui des entreprises non financières (+0,3 % après +1,9 %). Seuls les achats de logement des ménages rebondissent (+1,5 % après +0,1 %), portés notamment par la construction de logements neufs.

La demande intérieure ralentit sous l'effet d'une contraction des dépenses de consommation des ménages (-0,7% après +0,4 %). Cette baisse est principalement imputable au recul de la consommation en produits manufacturés (-1,9 % après +0,6 %), en partie du fait de l'arrêt de la prime à la casse. Les achats d'automobiles reculent en effet de 11,1% au deuxième trimestre (alors qu'ils avaient progressé de 7,6% au 4^e trimestre 2010). Les autres postes de consommation de biens industriels se replient également.

Après un fort mouvement de restockage au trimestre précédent (+0,8 point de croissance), les entrepreneurs, sans doute moins optimistes à moyen terme, ont préféré écouler leurs stocks. Les variations de stocks ne contribuent pas à l'évolution de l'activité au deuxième trimestre (+0,0 point). Le déstockage concerne l'ensemble des produits, en particulier celui des matériels de transport.

Enfin, le repli de la demande intérieure entraîne une diminution des importations (-0,9 % après +3,1 %), tant celles en énergie-eau-déchets que celles en biens manufacturés. Les exportations ralentissent (0,0 % après +1,8 %), principalement celles des biens manufacturés (+0,1 % après +1,7 %), mais moins vite que les importations. En conséquence, les échanges commerciaux contribuent pour +0,3 point à l'évolution de l'activité (après -0,5 point au trimestre précédent).

Les mesures de réduction des dépenses publiques et de hausse des impôts mises en place en Europe et le contexte international difficile devraient encore contribuer à ralentir l'activité mondiale alors même que les ressorts de la croissance française s'essoufflent.

La demande intérieure ne devrait pas soutenir de façon décisive la croissance dans les prochains trimestres. La confiance des ménages en septembre 2011 est à son plus bas niveau depuis février 2009 et leur opinion sur leur situation financière personnelle future est en baisse entre juillet et septembre. Inquiétés par un chômage à la hausse ce trimestre, les ménages pourraient, en outre, accroître leur épargne. Aussi, les dépenses de consommation ne devraient que modérément contribuer à la croissance dans les prochains mois.

Interrogés en juillet, les chefs d'entreprises de l'industrie manufacturière, préoyaient une hausse de leurs investissements au deuxième semestre 2011. Cependant, cette anticipation n'intégrait pas l'incertitude économique actuelle, qui devrait diminuer leurs perspectives de débouchés et les amener à modérer leurs achats d'équipements. La hausse possible des taux d'intérêt devrait aussi dissuader l'investissement.

Dans leur ensemble, les entrepreneurs sont pessimistes sur l'évolution de leur activité future. L'indicateur du climat des affaires perd 8 points en septembre. Le climat conjoncturel se dégrade dans presque tous les secteurs, à l'exception du bâtiment où il est stable. Parallèlement, l'indicateur de retournement conjoncturel, qui s'était légèrement replié d'avril à juillet, bascule nettement en zone défavorable, ce qui suggère que l'activité va demeurer atone dans les prochains trimestres.

Pénalisée par une demande intérieure peu vigoureuse et par une nouvelle hausse du chômage, l'économie française croît lentement. Au cours des deux prochains trimestres, la croissance devrait ainsi s'établir aux alentours de 0,3%. La progression du PIB devrait ainsi atteindre 1,7% en 2011. La prévision de croissance économique pour 2012 sous-tendant le projet de loi de finances est fixée à 1,7%, prolongeant la tendance observée en 2011. C'est sur cette base que sont réalisées les prévisions d'évolution d'emploi et de chômage de Pôle emploi pour 2012.

II - Perspectives de l'emploi et du chômage à l'horizon 2012

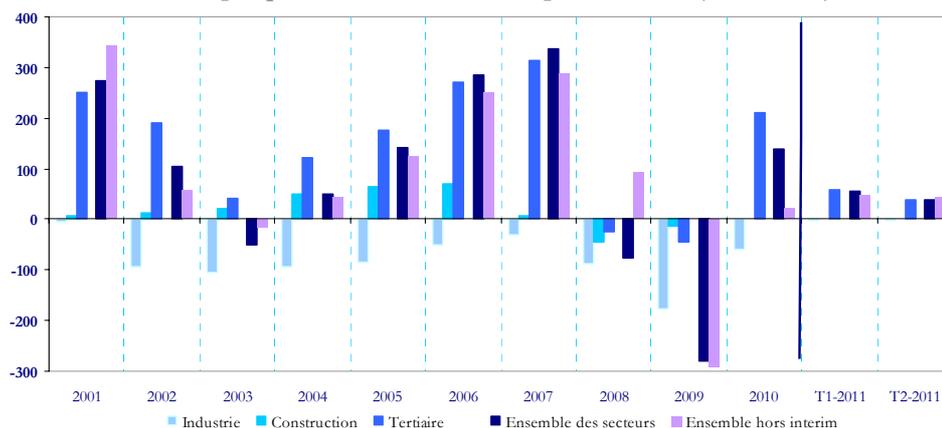
Les créations d'emplois restent dynamiques au deuxième trimestre 2011 ...

Au deuxième trimestre, malgré une croissance nulle, les créations nettes d'emplois affiliés à l'Assurance chômage restent élevées (+39 700), mais progressent à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent (+56 300). Elles bénéficient du report de la forte croissance du premier trimestre (+0,9%). L'économie française enregistre son sixième trimestre consécutif de hausse du nombre d'emplois dans les secteurs concurrentiels. Au 30 juin 2011, le nombre de salariés dans les secteurs concurrentiels s'élève à 16 569 500, soit une hausse de 96 000 depuis le début de l'année.

Ces créations nettes d'emplois sont principalement concentrées dans le secteur tertiaire. Ce dernier enregistre 37 600 au deuxième trimestre (+0,3%). L'emploi dans l'industrie stagne (-300) mais réduit nettement ses pertes nettes d'emploi : - 2 200 emplois depuis le début de l'année, après -58 200 l'année passée. Les restructurations du secteur suite à la crise semblent progressivement s'achever. L'emploi dans la construction, de son côté, croît de 2 700 postes.

Fait marquant du premier semestre, le travail temporaire contribue peu aux créations d'emplois. Les emplois créés en 2011 semblent pour l'instant plus pérennes que ceux créés l'an dernier. En 2010, l'emploi intérimaire avait représenté les deux tiers des créations d'emplois. Il ne compte que pour environ 5% dans les créations nettes d'emplois en 2011. Le travail temporaire a reculé au deuxième trimestre 2011 (-3 700 postes), pour la première fois depuis le début 2009.

Graphique 3 - Évolution de l'emploi sectoriel (en milliers)



Source : Pôle emploi

La croissance modérée lors des prochains trimestres devrait conduire à un ralentissement des créations d'emplois. En glissement annuel 2011, elles devraient atteindre 130 000 pour l'emploi affilié à l'Assurance chômage. Si la croissance économique se maintient en 2012 à son rythme de 2011, la tendance devrait se poursuivre (+126 000 pour l'emploi affilié). Une croissance plus faible réduirait le nombre de créations d'emploi en 2012. A titre d'exemple, sur la base d'une croissance à 1,4% (prévision du FMI), les créations se réduiraient à +101 000 pour l'emploi affilié.

... mais la décélération attendue des créations d'emploi dans les prochains mois ne permettra pas d'infléchir significativement la courbe du chômage

Après une baisse de 1,6% au premier trimestre 2011, mettant fin à 11 trimestres consécutifs de hausse, le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) de catégorie A¹ est reparti à la hausse au deuxième trimestre. Il a augmenté de 40 000 et continue de progresser sur l'ensemble des mois de juillet et août (+34 000). Il s'établit à 2 754 500 à la fin du mois d'août, retrouvant ainsi son niveau de février 2000. Le

¹ Demandeurs d'emploi sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

nombre de DEFM des catégories A, B et C² connaît une évolution similaire. Il a augmenté de 58 000 au 2^e trimestre et de 45 000 en juillet et août. , pour s'établir à 4 148 200 à fin août 2011. Avec un fort dynamisme de la population active, les créations d'emploi n'ont pas été suffisantes pour entraîner une baisse du nombre de demandeurs d'emploi.

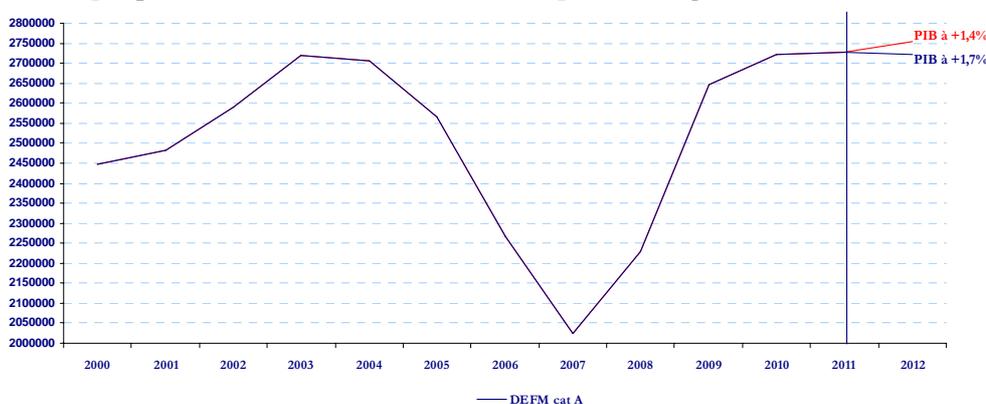
Les personnes de 50 ans ou plus sont les plus touchées par la hausse du chômage (+13,5% pour la catégorie A d'août 2010 à août 2011). Celles de 25 à 49 ans sont en revanche relativement moins touchées (+0,7%). Quant aux jeunes, le nombre de DEFM A de moins de 25 ans enregistre une baisse annuelle de 3,6%. devant les moins de 25 ans (environ +2%).

La décélération des créations d'emploi combinée au dynamisme de la population active ne devrait pas permettre d'amorcer une baisse du chômage. Ainsi, en 2011, le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois devrait augmenter de 5 000 pour la catégorie A et de 78 000 pour les catégories A, B et C.

En 2012, si la croissance se maintient à son niveau de 2011, le chômage amorcerait une baisse de l'ordre de 5 000 pour les DEFM de catégorie A et de 12 000 pour les DEFM de catégorie A, B et C.

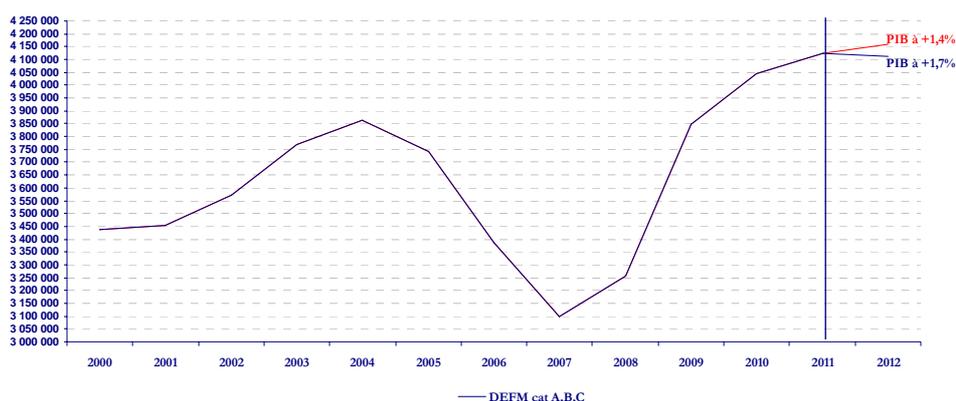
En revanche, avec une croissance de 1,4%, le chômage poursuivrait sa progression. Pour la catégorie A, la hausse serait de l'ordre de 27 000.

Graphique 4 – Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A au 31 décembre



Source : Pôle emploi

Graphique 5 – Nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B, C au 31 décembre



Source : Pôle emploi

Sylvie CLÉMENT
Damien EUZÉNAT
Département Prévisions et Conjoncture

² Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi (A) ou ayant exercé une activité réduite de 78 heures ou moins au cours du mois (B) ou ayant exercé une activité réduite longue de plus de 78 heures au cours du mois (C).